

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le protectionnisme agraire et la crise économique en Allemagne, par M. Henri de Man. — Le marché belge de l'argent et des capitaux en 1931. — Chronique : La protection des sucreries en Grande-Bretagne. Le chômage en Angleterre. La concentration industrielle en Italie. — Statistiques.

LE PROTECTIONNISME AGRAIRE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE EN ALLEMAGNE

par M. Henri de Man

Professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Main.

Les publications consacrées à la crise de l'économie allemande envisagent de préférence ses aspects politiques, financiers ou industriels, mais négligent par comparaison son aspect agricole. L'une des raisons en est que la situation de l'économie agraire est plus difficile à établir avec la précision statistique qui permet de saisir par exemple les mouvements de l'argent, les situations budgétaires ou les fluctuations du marché industriel.

La production agricole, éparsillée en un nombre gigantesque d'entreprises qui consomment elles-mêmes une grande partie de leurs produits, se prête beaucoup moins aisément aux calculs de rendement que la grande production industrielle. En outre, une grande partie de ces produits se vend sur des marchés locaux, et, même là, on ne peut évidemment pas comparer les prix des légumes comme on peut comparer ceux de l'acier ou du charbon. Aussi bien, n'est-il guère de questions plus sujettes à de difficiles controverses que celles qui se rapportent aux relations entre l'agriculture et l'économie dans son ensemble. Quelques-unes de ces questions sont néanmoins d'une importance capitale, par exemple celle des effets du protectionnisme agricole sur la situation industrielle et financière. Et s'il manque certains moyens statistiques d'un diag-

nostic tout à fait complet et exact, on peut cependant mettre en lumière quelques éléments essentiels pour éclairer des problèmes d'ensemble, tels que le rapport entre le protectionnisme agraire et le mouvement des prix.

A la base de la crise agraire allemande, il y a un phénomène universel, qui n'assume un caractère particulièrement aigu en Allemagne qu'à cause de certaines circonstances nationales spécialement aggravantes.

La formule la plus générale à laquelle la doctrine économique ait jusqu'à présent pu réduire la cause fondamentale de la crise agraire universelle est la loi des « frais de production croissants » ou, ce qui n'est qu'une autre façon de parler, du « rendement progressivement diminué du sol ». On veut caractériser par là, non point une tendance d'évolution de la production agricole considérée en elle-même, mais une différence de mode et d'allure entre l'évolution de la productivité agricole et celle de la productivité industrielle.

En effet, on peut considérer que dans l'industrie et, en général, dans l'économie non agricole, l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire du rendement quantitatif par unité de travail, s'exprime par une diminu-

tion correspondante des frais de production par rapport à la valeur des produits. Les prix des produits industriels restant constants, la production allant croissant et les frais de production diminuant, le rendement net (ou profit) doit croître. La même chose se passe, à plus forte raison, quand les prix augmentent. Il n'en est autrement que quand, le marché n'absorbant plus la masse augmentée des produits, les prix baissent plus rapidement que la productivité n'augmente. Il s'agit là d'une tendance à effet illimité en principe, et qui n'est entravée, dans la pratique, que par le jeu de la concurrence.

Par contre, la production agricole se heurte fatallement à une limite du rendement brut, qui résulte de ce que l'on ne peut pas augmenter indéfiniment la quantité de produits végétaux par superficie du sol en culture. Certes, des procédés plus rationnels de culture peuvent augmenter considérablement ce rendement par rapport à des procédés moins perfectionnés. Mais il reste toujours, d'abord, une limite naturelle, inhérente aux nécessités de la physiologie végétale; on ne peut pas faire pousser des plantes indéfiniment comme on peut construire des machines. En outre, il y a, au développement du rendement net, une limite fixée par ce que les théoriciens ont dénommé l'optimum de la production agricole. Cet optimum est la limite de productivité par superficie au delà de laquelle le rendement brut en produits ne peut être augmenté que par une augmentation plus considérable encore des frais de production (engrais, main-d'œuvre, etc.). Passé cette limite, il y a, malgré l'augmentation du rendement brut en chiffres absolus, diminution relative

du rendement net. Et cette diminution se produit même à prix constants, voire même quand la hausse des prix des produits agricoles reste moins prononcée que l'augmentation des frais.

Voilà, dans son expression la plus abstraite mais aussi la plus précise et la plus généralement valide, la cause fondamentale de ce l'on a appelé la loi du rendement diminué dans l'agriculture. Son action est particulièrement visible dans la crise mondiale actuelle, qui, à ce point de vue aussi, est largement conditionnée par l'augmentation rapide de la productivité industrielle en période de rationalisation. Sur le marché, cela s'exprime notamment par le décalage des prix que les Allemands appellent la *Preisschere* — la « pince » ou la « tenaille » des prix. Cela peut s'appliquer au décalage général qui se produit quand les prix de gros baissent plus vite que les prix de détail, mais aussi, au point de vue spécial de l'économie agricole, au décalage entre une diminution plus accentuée des prix des produits agricoles et une diminution moins accentuée des produits industriels qui, affectant par exemple les outils et les machines, les engrains chimiques, les frais de construction et les objets de consommation courante, entrent dans les frais de production des agriculteurs.

Cette dernière « *Preisschere* » est devenue particulièrement aiguë au cours de ces dernières années. Voici le mouvement des prix de gros sur le marché intérieur tel que le reflète le dernier numéro paru des *Vierteljahrsshefte zur Konjunkturforschung*, en indices de pourcentages basés sur les chiffres (moyenne annuelle) de 1913 posés égaux à 100 :

Mouvement des prix des produits agricoles comparés au mouvement d'ensemble de tous les prix.

	Ensemble de tous les prix	Comestibles végétaux	Bétail	Produits animaux	Nourriture pour bétail	Ensemble de tous les prix des produits agricoles
1928 (moyenne annuelle)	140,0	142,2	111,3	144,0	147,4	134,3
1929 (moyenne annuelle)	137,2	126,3	126,6	142,1	125,9	130,2
1930 (moyenne annuelle)	124,6	115,3	112,4	121,7	93,2	113,1
Juillet	125,1	119,7	111,9	121,3	97,1	114,8
Août	124,7	124,0	111,8	121,0	100,4	116,6
Septembre	122,8	116,7	108,2	124,6	96,8	113,5
Octobre	120,2	108,8	104,7	127,5	87,2	109,3
Novembre	120,1	110,9	108,2	131,3	87,9	112,0
Décembre	117,8	111,3	104,4	126,6	91,1	110,4
1931	115,2	111,6	97,5	119,4	90,9	106,7
Janvier	114,0	114,1	90,6	119,9	93,0	105,9
Février	113,9	121,0	86,7	113,0	102,7	106,7
Mars	113,7	129,7	83,3	105,7	113,9	108,3
Avril	113,3	131,8	83,9	102,5	120,0	109,2
Mai	112,3	129,8	81,5	103,3	114,5	107,3
Juin	111,7	126,1	81,7	105,6	104,7	105,4
Juillet	110,2	114,8	89,0	107,9	98,3	103,4
Août	108,8	111,7	84,7	108,4	96,8	101,1
Septembre	107,1	112,5	76,9	106,7	95,5	98,5

Mouvement des prix des principales matières premières industrielles et produits mi-finis comparés au mouvement d'ensemble de tous les prix (*).

	Ensemble de tous les prix	Charbon	Fer et produits ferrugineux	Produits textiles	Produits chimiques	Engrais chimiques	Matériaux de construct.	Ensemble de tous les produits des matières premières-industr. et produits mi-finis
1928 (moyenne ann.)...	140	132,9	127,5	159,4	126,3	81,8	159,7	134,1
1929 (moyenne ann.)...	137,2	137,3	129,5	140,6	126,8	84,6	158,9	131,9
1930 (moyenne ann.)...	124,6	136,1	126,2	105,5	125,5	82,4	148,8	120,1
Juillet	125,1	136,0	125,4	105,3	125,2	77,8	148,6	119,4
Août	124,7	136,3	124,8	100,9	125,0	79,1	144,6	117,7
Septembre	122,8	136,6	124,1	96,3	125,0	80,0	141,8	116,3
Octobre	120,2	137,2	124,2	90,3	124,3	80,4	139,9	114,2
Novembre	120,1	136,1	123,6	88,6	123,6	80,4	136,7	112,9
Décembre	117,8	129,6	122,9	84,5	122,3	80,5	134,7	109,9
1931	Janvier	115,2	129,8	118,2	82,5	121,4	82,3	131,6
	Février	114,0	129,8	116,7	82,9	120,5	83,1	130,1
	Mars	113,9	129,7	116,1	85,0	119,8	82,7	127,9
	Avril	113,7	127,7	115,9	84,3	119,6	80,1	125,7
	Mai	113,3	127,4	115,5	79,7	118,8	77,2	125,3
	Juin	112,3	127,4	115,0	77,7	118,0	77,9	124,7
	Juillet	111,7	128,4	114,8	78,5	117,7	71,3	125,0
	Août	110,2	128,9	114,4	72,7	117,6	72,8	125,2
	Septembre	108,6	129,2	113,7	68,8	117,4	73,6	123,9
	Octobre	107,1	130,0	113,1	67,2	116,8	74,0	122,6
								99,4

(*) Ce tableau laisse de côté certains produits sur lesquels porte la statistique citée, pour ne mentionner que les mouvements les plus importants et les plus caractéristiques. Mais tous les indices se retrouvent dans les chiffres d'ensemble de la dernière colonne.

Mouvement d'ensemble des prix des produits industriels finis.

		Ensemble de tous les prix	Moyen de production	Objets de consommation	Ensemble de tous les produits industriels finis
1928 (moyenne annuelle).....		140,0	137,0	174,9	158,6
1929 (moyenne annuelle).....		137,2	138,6	171,6	157,4
1930 (moyenne annuelle).....		124,6	137,9	159,3	150,1
Juillet		125,1	138,0	159,9	150,5
Août		124,7	137,4	158,2	149,4
Septembre		122,8	137,5	156,7	148,4
Octobre		120,2	137,0	154,4	146,9
Novembre		120,1	136,0	151,6	144,9
Décembre		117,8	135,1	148,8	142,9
1931	Janvier	115,2	134,2	147,1	141,5
	Février	114,0	132,9	145,0	139,8
	Mars	113,9	132,2	143,6	138,7
	Avril	113,7	131,5	142,4	137,7
	Mai	113,3	131,2	141,7	137,2
	Juin	112,3	130,9	141,1	136,7
	Juillet	111,7	130,7	140,6	136,3
	Août	110,2	130,7	139,7	135,8
	Septembre	108,6	130,5	137,8	134,6
	Octobre	107,1	130,2	135,8	133,4

Ce dernier tableau gagne encore plus d'intérêt quand on envisage séparément certaines branches de production qui y entrent :

Mouvement particulier des prix de certains produits industriels finis.

	Ensemble de tous les prix	Inventaire d'agriculteur	Machines	Automobiles pour le transport de personnes	Objets d'utilité domestique
1928 (moyenne annuelle)	140,0	139,4	140,9	63,3	168,1
1929 (moyenne annuelle)	137,2	141,3	143,8	61,6	165,7
1930 (moyenne annuelle)	124,6	139,4	144,9	69,8	155,7
Juillet	125,1	139,6	144,9	59,6	156,0
Août	124,7	139,4	144,9	59,6	154,8
Septembre	122,8	139,1	144,7	58,9	153,2
Octobre	120,2	138,6	144,3	58,9	151,3
Novembre	120,1	137,4	143,9	58,9	149,4
Décembre	117,8	136,0	143,0	58,9	148,2
1931 Janvier	115,2	134,9	142,7	58,7	146,2
Février	114,0	133,3	142,3	57,3	143,4
Mars	113,9	132,4	142,0	56,9	141,3
Avril	113,7	131,2	141,2	56,9	139,5
Mai	113,3	130,6	140,9	56,7	138,4
Juin	112,3	130,0	140,6	56,4	137,8
Juillet	111,7	129,9	140,4	56,2	137,2
Août	110,2	129,9	140,5	56,2	136,5
Septembre	108,8	129,7	140,3	56,2	135,0
Octobre	107,1	129,5	140,1	56,2	133,1

On peut tirer de ces statistiques des enseignements qui dépassent de beaucoup le problème purement agricole; elles en disent long, notamment, sur la différence d'allure entre le mouvement des prix des matières premières et celui des produits, et sur la différence analogue entre les prix des industries cartellisées ou

monopolisées et ceux de l'économie encore « libre ». Mais je ne veux fixer ici l'attention que sur ce qu'elles nous apprennent quant à la « Preisschere » qui pince l'agriculture. Cela peut se résumer par ces chiffres d'ensemble :

	1913	1928	Octobre 1931
Index des prix des produits agricoles	100	134,3	98,5
Index des prix globaux (toutes matières et produits)	100	140,0	107,1
Index des prix des matières premières industrielles et produits mi-finis	100	134,1	99,4
Index des prix des produits industriels finis	100	158,6	133,4
Index des prix des engrains chimiques	100	81,8	74,0
Index des prix des matériaux de construction	100	159,7	122,6
Index des prix de l'inventaire d'agriculture	100	139,4	129,4

Il faut souligner surtout, dans la dernière colonne de ce tableau, la différence entre l'index de 98,5 pour les produits agricoles et celui de 133,4 pour les produits industriels finis.

* * *

L'acuité particulière de la crise agricole en Allemagne est donc, jusqu'à un certain degré, fonction de l'acuité particulière de la crise économique générale qui y sévit, et spécialement de la crise industrielle. Mais il est encore d'autres facteurs à considérer, qui sont inhérents à la nature spéciale de l'agriculture allemande.

D'abord, il importe de constater que la crise la plus aiguë frappe la production extensive des céréales dans la partie orientale du pays. Ici, il s'agit d'une économie en concurrence directe avec la production extensive d'outre-mer, et désavantagée dans cette concurrence

par un sol plus cher et moins fertile et par un climat moins favorable. Ce désavantage est tellement marqué, que, dans une économie sujette uniquement aux lois de la libre compétition mondiale, cette production disparaîtrait d'elle-même, faute d'un rendement relatif suffisant, pour faire place soit à d'autres cultures, soit à des forêts ou pâturages à moutons, soit à la friche. Les motifs pour lesquels l'Allemagne veut empêcher cela sont d'ordre non économique, mais social et politique, et j'en reparlerai plus loin. Contenons-nous ici de noter le fait qu'une partie considérable de la production agricole ne peut être maintenue que par des interventions destinées à soutenir artificiellement une forme de culture qui disparaîtrait si l'on laissait jouer librement la concurrence mondiale.

Un autre facteur particulier à l'Allemagne, c'est la rareté et la cherté du capital. On connaît les causes

générales de ce phénomène, attribuable en partie au passé historique et à la structure sociale du pays, et en partie aux conséquences de la guerre et des traités de paix. Pour les agriculteurs, il se traduit par des charges d'intérêts particulièrement exorbitantes.

D'après les rapports de la Rentenbank et les travaux statistiques de l'*Institut für Konjunkturforschung*, l'on peut comparer, à l'aide du tableau suivant, les progrès de l'endettement de l'agriculture allemande entre 1926 et 1931 :

Crédits en cours (en millions de marks)

	Fin 1925	Fin 1929	Fin 1930
Crédits fonciers	1.011,4	4.103,6	7.302,3
Crédits à terme moyen	25,8	314,7	1.925,0
Crédits à court terme	2.158,1	2.915,2	4.496,2
Total	3.195,3	7.333,5	13.813,5

Cette comparaison fait ressortir d'une façon frappante, d'une part, l'accélération du mouvement après 1929 — presque au quadruple de la vitesse des quatre années précédentes — et, d'autre part, l'importance relative croissante des dettes hypothécaires et formes analogues du crédit foncier par rapport aux crédits à court terme, qui sont à charge de l'exploitation et des ressources annuelles plutôt qu'elles n'engagent le capital. Et encore, les chiffres précis les plus récents ne datent-ils que de fin 1930. Pour la situation actuelle, on ne dispose encore que d'évaluations assez incertaines, tirées de sources éparses. Il est peu douteux, cependant, que les chiffres de 14,5 milliards pour les dettes et de 1,3 milliards de marks pour les intérêts, l'évaluation la plus fréquente, dans les publications récentes, ne dépassent guère le montant réel de ces charges.

Tandis qu'avant la guerre, le taux des intérêts servis oscillait généralement entre 3 et 4 p. c., il oscille actuellement entre 8 et 12 p. c. Si l'on compare les charges annuelles pour intérêts au *turnover* annuel en argent, on peut arriver à des charges dépassant 20 p. c. du chiffre d'affaires. Zitzewitz-Kottow prétend que, pour la partie orientale du Reich (l'Allemagne à l'est de l'Elbe), les charges d'intérêts sont généralement de plus de 20 p. c. du produit annuel de la vente des récoltes, et atteignent même, dans certains districts, les 30 p. c.! Un autre expert, le Dr Fensch, du *Deutscher Landwirtschaftsrat*, a essayé d'établir, à l'aide des bilans d'exploitation d'un grand nombre d'entreprises agricoles qu'il dit bien gérées, que, dès 1928-1929, 31 p. c. des entreprises travaillaient à perte, même sans tenir compte des charges pour intérêts, et qu'en 1929-1930 ce chiffre était déjà monté à 34 p. c.

Même si l'on fait la part de l'exagération que peuvent comporter ces évaluations, faites par des représentants attitrés des intérêts agrariens, il n'en reste pas moins évident que la situation de l'agriculture allemande,

coincée par la tenaille des prix et par celle des intérêts, est au plus haut point critique. Même là où l'on ne travaille pas à perte au point de vue du rendement brut, on travaille essentiellement pour payer des intérêts, et — pis encore — l'on emprunte essentiellement dans le même but. La plupart des entreprises dépendent, pour leur maintien, non plus de leurs propriétaires, mais de leurs créanciers.

Aussi, l'un des indices les plus inquiétants de la situation se trouve-t-il dans la dislocation du marché des valeurs foncières. Déjà en 1930, les ventes par enchères de propriétés agricoles saisies n'ont été possibles que par la radiation de 34 p. c. des hypothèques. Au premier trimestre de 1931, ce pourcentage est monté à 40. Surtout dans la partie orientale du Reich, la plupart des propriétés vendues ne trouvent d'acheteurs que les créanciers de la première hypothèque ou beaucoup plus rarement les *Siedlungsgesellschaften* (sociétés de colonisation parcellaire) créées ou subventionnées par les pouvoirs publics.

Par conséquent, d'une part, le crédit se trouve de plus en plus effarouché devant le placement agricole, et d'autre part, les agriculteurs se trouvent de plus en plus exaspérés par ce qu'ils appellent la *Zinsknechtschaft*, l'asservissement par les intérêts; et l'on sait quel rôle cette expression, qui s'applique indifféremment au capital créancier sur le marché intérieur et au paiement des réparations, joue dans une agitation politique qui essaie de fondre — et de confondre — dans un même mouvement de rébellion des ressentiments sociaux et nationaux.

Au surplus, ce n'est un secret pour personne que l'une des considérations qui ont le plus vigoureusement poussé le cabinet Brüning dans la voie des dernières *Notverordnungen*, combinant une intervention draconienne pour la réduction de la *Preisschere* avec une défense également draconienne de l'action directe des groupements sociaux, a été la crainte d'une révolte agraire dans l'Est. Le gouvernement a cru, vers la fin de l'année 1931, (à juste titre ou non, il est difficile de l'établir avec précision), que l'on était à la veille d'un soulèvement général de paysans groupés sous le drapeau noir, et dont l'objet immédiat aurait été de rendre impossibles les ventes de biens saisis et de refuser le paiement des impôts. Ce qui est certain, c'est qu'au cours des mois précédents, de nombreuses manifestations de pareil état d'esprit avaient constitué des prodromes inquiétants : soulèvements collectifs et attentats contre le fisc, boycott des ventes publiques — tout comme en Irlande au siècle dernier, — bref, « résistance passive » qui commence, et a souvent déjà commencé avec succès, par l'occupation en masse des lieux d'enchères avec menace de « mettre au ban de la société » l'acheteur éventuel, mais qui pourrait tourner assez vite à une Jacquerie dirigée, non plus contre les seigneurs, mais contre les créanciers et les autorités fiscales.

* * *

En face de cette crise agraire, le gouvernement du Reich poursuit, avec une énergie considérablement

accueue depuis 1930, une politique qui a tout au moins le mérite de suivre sans équivoque et sans hésitations une ligne bien déterminée. Cette politique est nettement protectionniste et interventionniste.

Je ne cite ici que pour mémoire son aspect interventionniste, dont la manifestation essentielle est la *Osthilfe*, destinée principalement au rachat des dettes par la voie de subventions individuelles. Cette politique s'inspire d'ailleurs des mêmes principes que le protectionnisme agraire et est sujette aux mêmes objections; car elle consiste, au lieu d'agir sur la structure technique, économique et sociale de la production, comme le réclame le socialisme, ou au lieu de s'appuyer sur l'action régulatrice de la concurrence, comme le réclame le libéralisme, à ne poursuivre l'effet d'une meilleure rémunération du travail agricole que par le moyen d'une pression sur le marché. L'interventionnisme poursuit cette pression sur le marché de l'argent; le protectionnisme, sur celui des produits. Et c'est évidemment à cette dernière forme d'action que revient l'importance la plus considérable, tant à cause de sa signification de principe qu'à cause de ses répercussions pratiques sur le restant de l'économie nationale. Voyons donc en quoi elle consiste et quels sont ses résultats.

Avant 1914 déjà, le gouvernement s'était profondément engagé dans la voie du protectionnisme agraire. A la veille de la guerre, Lujo Brentano évaluait que les droits sur les céréales seulement imposaient à la consommation intérieure une charge annuelle d'environ un milliard de marks. En 1913, le Reich percevait à ce titre plus de 270 millions de marks. Brentano, d'ailleurs, considérait cette politique — que les socialistes de leur côté combattaient au nom des intérêts des masses ouvrières et citadines — comme absurde, parce qu'elle devait selon lui aboutir à un cercle vicieux : la concurrence étrangère étant favorisée par une valeur moindre du sol, l'augmentation artificielle du rendement en argent devait amener à la longue une hausse correspondante du prix des terres et ainsi de suite.

Tout cela n'a pas empêché les gouvernements qui se sont succédé depuis de poursuivre, à une allure plus ou moins décidée, cette politique de protectionnisme. Pour bien fixer ce point d'emblée : les arguments décisifs qui la firent prévaloir étaient de nature moins économique au sens propre du mot que de nature sociale et nationale.

Dans l'ancienne Allemagne impériale, c'était de toute évidence une question de puissance sociale. Tout l'édifice de la puissance prussienne reposait sur le maintien d'une classe de propriétaires terriens plus ou moins nettement féodaux, qui occupait les postes de commandement dans la politique, dans l'administration et dans l'armée; et cette classe parvenait d'autant plus aisément à présenter ses intérêts économiques comme les « intérêts de l'agriculture », que la tradition considérait la population rurale comme le principal réservoir de la force militaire de l'Etat. Dix

pour-cent d'aptes au service militaire de plus à la campagne que dans les villes, et la population rurale, habituée à une subordination d'origine féodale, comme rempart de l'autorité et de l'ordre établis — cela suffisait à justifier bien des priviléges.

Il est clair qu'un privilège social de cette espèce ne suffit pas — bien qu'il n'ait été qu'incomplètement entamé par les changements intérieurs survenus depuis — à expliquer le protectionnisme de l'Allemagne actuelle. A l'heure qu'il est, il s'agit indubitablement d'une masse de producteurs en détresse, par l'effet d'une crise économique générale. Mais déjà auparavant — par exemple pendant la période de prospérité relative de l'agriculture qui a suivi l'inflation et le rachat à bon compte d'une grande partie des hypothèques dévaluées — le maintien du principe protectionniste s'inspirait, auprès de la majorité gouvernante, de considérations nettement non-économiques.

L'argument militaire de l'importance des classes rurales pour l'armée a perdu sa force avec la disparition du service obligatoire, mais l'argument quasi-militaire du « potentiel » en population et en capacité de production autonome de moyens de subsistance reste. L'argument social d'une classe non industrialisée comme élément de stabilité sociale aussi. En outre, il faut tenir compte de ce que le protectionnisme douanier et l'interventionnisme caractérisé par la *Osthilfe* profitent surtout à la grosse propriété terrienne à l'est de l'Elbe, particulièrement dans les contrées limitrophes de la Pologne. Il s'agit ici d'une région à caractère presque colonial, ou du moins à passé colonial très récent. De grands espaces faiblement peuplés et partagés entre la culture extensive et des terrains non cultivés voisinent avec un pays qui nourrit mal un vaste excédent de population, qui est depuis des années en « guerre douanière » avec le Reich, qui constitue depuis longtemps un réservoir d'émigration et qui manifeste une volonté de puissance qui inquiète certains de ses voisins. Il y a donc un intérêt « national » à maintenir ces régions aussi peuplées d'Allemands et aussi prospères que possible. Bref, le dénominateur commun de toutes ces forces de protectionnisme est la formule — que l'on entend, hélas! presque partout à l'heure qu'il est — du maximum d'indépendance à l'égard de l'étranger.

L'année 1930, où la crise a gagné décisivement en ampleur et où les social-démocrates se sont vus refoulés du gouvernement, a donc vu déferler sur l'Allemagne une des vagues de protectionnisme agraire les plus puissantes qu'elle ait jamais vécues, et cette vague est encore en mouvement.

Il est difficile de fournir un tableau d'ensemble tout à fait précis des droits douaniers en vigueur. Ces droits se modifient actuellement presque de jour en jour, et deviennent de plus en plus compliqués par suite du traitement différentiel de divers pays et de la multiplication des procédés de calcul, par exemple à la suite de l'application de plus en plus fréquente des *Valuta-sölle* (droits d'entrée tenant compte de la

dépréciation du change de certaines monnaies étrangères). Je me borne donc à tirer, de l'ouvrage le plus récent sur la politique agraire, l'*Agrarpolitik* de Mme K. Bauer-Mengelberg, professeur à Mannheim

et Francfort, les données essentielles qui englobent encore la grande « vague » de 1930.

Mouvement des droits d'entrée pour divers produits agricoles depuis 1902 (en marks, par 100 kilos) :

	1902		1925		1929	1930
	Max.	Min.				
Froment	7,50	5,50	5,50	3,50 diminution jusqu'au 31-7-26	de 3,50 à 9,50	25,— (!) Taux en vigueur alors. Le gouvernement est autorisé à l'augmenter indéfiniment par décret.
Seigle.....	7,—	5,—	5,—	3,—	de 3,— à 9,—	9,—
Orge (nourriture à bétail)	7,—	1,50	4,—	1,—	5,—	12,—
Avoine	7,—	5,—	5,—	3,—	8,—	12,—
Pommes de terre	2,50	2,50	4,—	—	4,—	Inchangé (sauf M.20.— du 15-2 au 31-3.)
Beurre	30,—	20,—	22,50	—	50,—	(Taux du traité de commerce : 27,50)
		(taux du traité de commerce)				
Fromage	30,—	15,—	de 30,— à 40,—	—	—	—
Œufs	6,—	2,—	6,—	—	6,—	30,—
Bovins	18,—	8,—	13,—	—	27,—	24,50
Porcs	18,—	9,—	à 14,50	(min. 24,50)	de 9,— à 27,—	de 27,— à 36,— (taux en vigueur 27,—)
			de 13,— à 14,50	—	(échelle flottante)	

Pour mettre tant soit peu à jour ce tableau, il faut le compléter par les chiffres correspondants que donne pour 1931, dans une brochure qui vient de paraître, le rédacteur en chef de la partie commerciale de la *Gazette de Francfort* :

Taux valables fin 1931 (également en marks, par 100 kilos) :

Froment	20,—
Seigle	25,—
Orge (brasserie)	20,—
Orge (nourriture à bétail)	18,—
Avoine	16,—
Pommes de terre précoces	1,—
Pommes de terre été	1,50
Pommes de terre automne-hiver	2,—
Beurre	50,—
Œufs	5,—
Sucre	32,—
Bovins	55,—
Porcs	55,—

Il va de soi que la répercussion économique de ces droits d'entrée sur le coût de la vie n'est pas exactement en proportion de leur taux; il faut tenir compte aussi de la relation entre l'offre et la demande pour chaque produit. Par exemple, le renchérissement global des céréales, quelque exorbitants que soient les droits, est encore dépassé par celui de la viande, bien que les droits sur le bétail soient moins élevés. D'abord, les dépenses pour les produits animaux sont supérieures, dans le budget total de la population, aux dépenses pour les farineux. En outre, à partir d'un certain

niveau, les droits d'entrée ont dans la pratique un effet prohibitif et le renchérissement qui en résulte provient de ce qu'ils empêchent les produits étrangers de faire la concurrence sur le marché national, plutôt que d'une addition réelle des droits d'entrée aux frais du ravitaillement. C'est le cas d'une grande partie des céréales, surtout du seigle. Par contre, le renchérissement de la viande est encore accentué par des mesures accessoires telles que la suppression du contingent de viande frigorifiée (de 120.000 tonnes par an) dont le gouvernement de 1927 avait permis l'importation.

* * *

De divers côtés, on a essayé de calculer avec le plus d'exactitude possible le montant des charges que le protectionnisme agraire impose à l'ensemble des consommateurs allemands. Toutes les méthodes employées sont assez aléatoires, car elles comportent de grandes latitudes d'évaluation et d'interprétation. Ainsi, pour établir le renchérissement des céréales, on peut établir la quantité consommée en un an, en combinant le produit de la récolte avec le montant des stocks aux deux bouts de l'année et avec le solde d'importation et d'exportation, puis en multipliant la quantité ainsi obtenue par le prix moyen de l'année, puis en soustrayant les droits perçus, et enfin en comparant le résultat avec les prix moyens des marchés étrangers ou des « ports libres » de l'Allemagne elle-même. Cette méthode, appliquée par la *Gazette de Francfort*, comporte des sources d'erreurs relativement petites et qui

se compensent d'ailleurs mutuellement pour une grande part. Elle donne les résultats suivants pour l'année 1930 quant aux céréales :

Charges imposées à la consommation.

Froment	282,87 millions de marks
Seigle	420,81 "
Avoine	416,96 "
Orge (brasserie)	169,63 "
Orge (nourriture de bétail)	72,04 "

Total..... 1.362,11 millions de marks

En calculant les charges pour le sucre d'après un procédé analogue en principe, mais basé en outre sur

les statistiques de la consommation intérieure, on trouve pour ce poste un chiffre de 346,4 millions de marks.

Depuis, dans le *Magazin der Wirtschaft*, le Dr Martin Rauterberg a essayé un calcul encore plus étendu et couvrant l'année terminée au 31 mars 1931. Le procédé qu'il a employé en se servant des données de l'*Institut für Konjunkturforschung* et de l'*Institut für landwirtschaftliche Marktforschung* est légèrement différent, mais les résultats sont remarquablement conformes dans l'ensemble. En voici le tableau :

	Consommation totale de toute la population (en centaines de tonnes)	Partie consommée par la population non-agricole (78 p. c.) (en centaines de tonnes)	Prix moyen en Allemagne (Berlin) (en marks par 100 kilos)	Prix moyen sur les marchés étrangers (en marks par 100 kilos)	Renchérissement de la consommation de la population non-agricole (en millions de marks)
Seigle.....	52.000	40.500	16,40	8,01	340
Froment	48.000	37.500	26,46	14,49	448
Bovins (sur pied)	17.500	13.650	96,30	77,03	263
Porcs (sur pied)	22.500	17.500	121,05	73,87	823
Beurre	5.000	3.900	272,60	261,20	44
Œufs	5.260	4.100	188,—	138,—	205
Sucre (brut).....	16.570	12.900	30,84	10,60	261
Total	—	—	—	—	2.384

A ce chiffre de 2.384 milliards de marks, il faudrait ajouter les chiffres pour les légumes, les fruits, le fromage, etc., difficiles à fixer parce que les différences d'espèce et de qualité empêchent la comparaison avec l'étranger. Il ne semble pas exagéré cependant d'estimer le renchérissement qui frappe actuellement le marché de la consommation allemande du chef du protectionnisme agraire à environ 2 milliards et demi de marks, dont plus d'un milliard frappent la viande et 800 millions environ les céréales. De cette somme, environ 320 millions de marks représentent les droits de douane effectivement perçus par le Reich.

Bien entendu, toutes ces statistiques se rapportent aux prix de gros. Puisque c'est sur ceux-ci qu'agissent directement les droits de douane, il serait injuste de vouloir mesurer l'effet du protectionnisme à l'aide des prix de détail. Signalons cependant qu'au point de vue de la cherté de la vie, l'effet de toute augmentation des prix de gros se trouve encore aggravé par la tendance presque générale des prix de détail à s'adapter beaucoup plus rapidement et complètement aux mouvements de hausse qu'aux mouvements de baisse. On peut trouver à ce sujet des chiffres et diagrammes singulièrement instructifs dans une étude parue dans le *Magazin der Wirtschaft* en février 1930, sur le mouvement comparé des prix du froment et des petits pains (« pistolets ») à Berlin et à Cologne.

Les faits essentiels se rapportant aux prix de gros n'en sont que plus concluants, et ils sont particulièrement frappants en ce qui concerne le froment et le

seigle (dont on sait l'importance pour la boulangerie allemande). Les diagrammes publiés là-dessus par l'*Institut für Konjunkturforschung* et le Bulletin mensuel de la *Deutsche Bank* sont extrêmement suggestifs. Ils montrent le mouvement comparé des prix aux bourses de Chicago et de Berlin, réduits aux unités allemandes de poids et de monnaie. Jusque vers la fin de 1929, les courbes sont à peu près parallèles et proches l'une de l'autre, au point (pour le seigle) de se recouper une couple de fois. Depuis lors, elles s'écartent en éventail à une allure vertigineuse, de sorte que l'Allemagne paie actuellement le froment plus de deux fois et demie, et le seigle trois fois aussi cher que les prix de Chicago! Et est-il rien de plus impressionnant, quant à l'ordre de grandeur des chiffres en cause, que de constater que le renchérissement de la vie par le protectionnisme agraire dépasse le montant de l'annuité prévue par le Plan Young pour les réparations?

Quand on confronte cette situation avec celle du bilan commercial étonnamment favorable d'un pays à la tête de tous les autres pour l'exportation des produits industriels, et que le régime des réparations a encore stimulé dans ce sens, on voit encore plus clairement que le protectionnisme agraire aboutit à transférer tout le poids de la pression formidable qui résulte de la combinaison de l'exportation industrielle avec le protectionnisme agraire sur les producteurs industriels et les consommateurs citadins. Comme le dit le Dr. Rauterberg : quatre cinquièmes de la population

allemande doivent sacrifier une partie de leur puissance d'achat, déjà si fortement entamée, pour maintenir intacte la puissance d'achat du cinquième restant. Or, le plus gros inconvénient économique de ce transfert, au point de vue de la lutte contre la crise, est qu'il s'opère en faveur d'une branche de production qui achète beaucoup moins sur le marché que les classes non-rurales. Le plus clair de l'argent qui subsidie l'agriculture est consacré, dans la situation actuelle, au paiement d'intérêts et à l'investissement dans un capital à fructification lente, tandis que la puissance d'achat des masses industrielles et citadines est compromise jusqu'à l'extrême limite des besoins physiologiques les plus élémentaires; on peut évaluer à 13 milliards de marks la réduction des revenus en salaires et traitements survenue en 1931 par rapport à 1930.

A cette considération d'ordre économique général, il faut ajouter que l'effet social du protectionnisme sur les producteurs agricoles eux-mêmes est loin d'être homogène. Ce que l'on appelle protéger l'agriculture aboutit, en réalité, à favoriser certaines catégories d'agriculteurs par rapport à d'autres. Le protectionnisme profite beaucoup plus, par exemple, aux détenteurs des grandes cultures à céréales dans l'Est qu'aux petits producteurs des cultures mixtes dans l'Ouest et le Sud. Dans l'état actuel du marché de l'argent, où le manque de capital et l'état déficitaire d'une partie croissante des entreprises entravent les achats et le développement de l'inventaire et poussent par conséquent vers les méthodes extensives, le protectionnisme exacerbe encore cette tendance. Il favorise la culture de céréales, comme le seigle, pour lesquelles le marché intérieur est une construction largement artificielle, au détriment des cultures intensives et surtout de cette *Veredlungswirtschaft* (économie qualitative ou production des produits de haute valeur, viande, lait, beurre, fromage, légumes, fruits, etc.) dont tout le monde s'accorde à déplorer le peu de développement en Allemagne.

Ainsi, la production de volaille et d'œufs, coincée entre la diminution de la puissance d'achat des masses et l'augmentation du prix de la nourriture, diminue à vue d'œil et voit se produire un nombre effrayant de faillites, à un moment où l'on essaie d'autre part de

favoriser la colonisation parcellaire par des ouvriers chômeurs. Il est clair que le protectionnisme même le plus extrême devient inopérant, en ce qui concerne la *Veredlungswirtschaft* (qui représente plus de la moitié de la production agricole!), à partir d'un certain degré de compression du marché intérieur et d'un certain degré d'élévation des droits. Par exemple, il ne sert à rien de vouloir compenser un doublement des prix des céréales par rapport au marché mondial par un doublement du prix des œufs à l'aide de droits d'entrée correspondants, car le public peut plus facilement se passer d'œufs que de pain et achètera donc d'autant moins.

Les libre-échangistes ne sont pas seuls, d'ailleurs, à constater que le point le plus faible du protectionnisme agraire, c'est qu'à la longue il profite moins à l'agriculture dans son ensemble qu'à certaines catégories de producteurs agricoles, plus puissantes au point de vue de l'influence politique mais plus rétrogrades au point de vue de l'efficience économique, au détriment d'autres catégories, et surtout au détriment de la puissance d'achat du marché intérieur. Parmi les agrariens eux-mêmes, on commence de plus en plus à douter de la possibilité de protéger les agriculteurs contre les effets de la crise en « décrochant » l'agriculture du *trend* économique général par le truchement du protectionnisme. Tout récemment, le nouveau commissaire de la région de l'Est, Schlangen, agrarien convaincu cependant, l'a dit en termes non ambigus :

« La politique agraire, au cours de ces dernières années, s'est attaquée en premier lieu à la question des prix et a cherché le salut, pour rétablir la rentabilité, dans une politique vigoureusement protectionniste. C'était là une réminiscence de l'époque d'avant-guerre; malheureusement, elle a perdu son efficacité au moment décisif de la crise aiguë. La politique agrarienne de l'Allemagne se trouve devant un tournant décisif. »

Toutefois, de telles déclarations ne font en réalité qu'illustrer, par leur contradiction avec les situations existantes, la désorganisation économique qui résulte de ce que l'on a voulu mener de front deux politiques dont la crise actuelle a fait éclater l'incompatibilité : favoriser l'industrie par un excédent d'exportations et l'agriculture par l'érection d'une muraille de Chine.